

# UNE UNION DE L'ÉNERGIE VERTE

UN AGENDA D'INVESTISSEMENT POUR CRÉER DES EMPLOIS EN EUROPE,  
CONTRIBUER À ENRAYER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RESTAURER  
LE CAPITAL GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE



Une Union de l'énergie verte signifie une politique énergétique commune au sein de l'Union européenne, fondée sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et qui nous permette d'apporter une réponse démocratique aux principaux défis de notre temps.

## Le défi économique

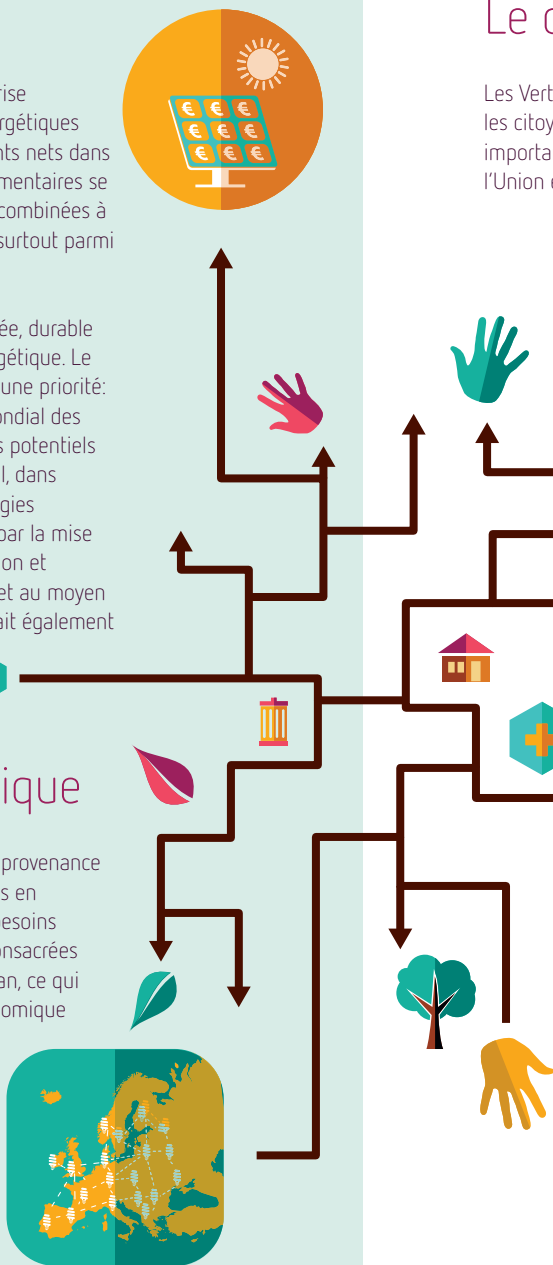
La dépendance de l'UE à l'égard des combustibles fossiles a aggravé la crise économique: les coûts élevés de l'importation de matières premières énergétiques ont également contribué de manière considérable à de nouveaux emprunts nets dans plusieurs États membres de l'UE. Des répercussions économiques supplémentaires se sont donc manifestées sur les industries de ces États, répercussions qui, combinées à la crise, ont eu pour conséquence des taux de chômage sans précédent, surtout parmi les jeunes des pays d'Europe du Sud.

Les Verts veulent une stratégie d'investissement radicalement transformée, durable et orientée vers les énergies renouvelables et les projets d'efficacité énergétique. Le Président de la Commission européenne, M. Juncker, en a également fait une priorité: « Je veux que l'Union européenne de l'énergie devienne le numéro un mondial des énergies renouvelables ». Il existe un gisement de millions d'emplois verts potentiels – durables, décents et de haute qualité – dont beaucoup au niveau local, dans de petites et moyennes entreprises, y compris dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Ce potentiel peut être libéré par la mise en œuvre de politiques ambitieuses et stables visant à favoriser l'innovation et l'investissement vert, en y associant étroitement les partenaires sociaux, et au moyen de programmes ciblés de formation et d'éducation. Cette stratégie inclurait également la suppression des subventions allouées aux combustibles fossiles et l'orientation des fonds de pension vers des projets durables.

## Le défi de la dépendance énergétique

Les États membres de l'UE dépendent actuellement des importations en provenance de pays tiers pour 90% de leurs besoins en pétrole, 95% de leurs besoins en uranium, plus de 60% de leurs besoins en gaz et plus de 40% de leurs besoins en matière de combustibles solides, y compris la houille. Les dépenses consacrées par l'UE aux importations d'énergie dépassent les 400 milliards d'euros/an, ce qui représente le plus grand transfert de richesse au monde d'une zone économique (en l'occurrence l'Union européenne) vers une poignée de pays producteurs de pétrole et de gaz.

Si l'UE veut accroître sa sécurité d'approvisionnement et restaurer son capital géopolitique, cette dépendance vis-à-vis des importations doit être considérablement réduite, et ce en passant résolument à l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et en adoptant des mesures ambitieuses en termes d'efficacité énergétique. Le système énergétique devrait évoluer vers un réseau interconnecté, intelligent, efficace et centré sur la distribution, qui permette une solidarité pleine et entière entre les États membres et leurs citoyens. Une approche européenne fondée sur la garantie de la sécurité d'approvisionnement au niveau macro-régional est à la fois plus économe et plus saine que la coexistence de 28 approches nationales différentes.



## Le défi démocratique et social

Les Verts sont opposés aux politiques qui répercutent les coûts de la transition énergétique sur les citoyens tout en laissant les mains libres à l'industrie, notamment parce que des défis sociaux importants sont associés au secteur de l'énergie. Pas moins de 50 à 125 millions de citoyens de l'Union européenne se retrouvent aujourd'hui touchés par la précarité énergétique.

Les modèles énergétiques participatifs tels que les coopératives de l'énergie, ou des modèles publics similaires, constituent des outils clés dans la future politique énergétique, ouvrant la voie à une utilisation plus large des énergies renouvelables et à une participation active des citoyens. L'existence de programmes d'investissement au niveau macro-régional ainsi que de projets énergétiques décentralisés et coopératifs est essentielle s'agissant d'assurer l'approvisionnement en énergie verte. Les citoyens doivent être associés à la démultiplication du potentiel de nos zones rurales, de nos municipalités et de nos villes, à l'aide de projets d'autosuffisance énergétique ou de projets dans le domaine des énergies durables.

## Le défi du changement climatique

Nous avons encore une chance de sauver le monde d'une catastrophe climatique. Toutefois, si nous persévérons dans la voie actuelle, nous aurons épuisé, en l'espace de 27 années, le « budget » de l'humanité en termes d'émissions – si l'on part du principe que nous voulons éviter un réchauffement de la planète supérieur à 2°C. Pour enrayer le changement climatique, 80% des gisements connus de charbon, de pétrole et de gaz devront rester dans le sous-sol, et pas une seule nouvelle centrale électrique à combustible fossile ne pourra être construite à partir de 2017.

Les Verts veulent que l'Union européenne adopte une politique climatique et énergétique européenne à la fois ambitieuse et cohérente, et joue un rôle progressiste crucial lors du Sommet sur le climat qui se tiendra en 2015 à Paris, au moment où le monde est censé s'unir autour d'un Traité mondial sur le climat.

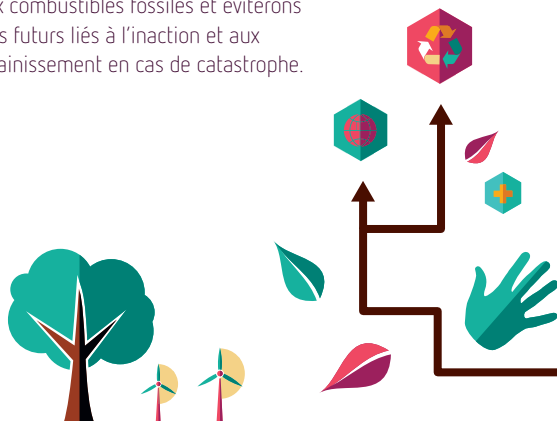


# Une Union de l'énergie verte produira des résultats



L'Union de l'énergie verte aura pour effet de mettre en commun les forces de l'Union européenne, ce qui permettra l'adoption, dans un esprit de solidarité, de décisions communes et unifiées. Cette Union permettra aux citoyens de faire leurs propres choix en matière de production d'énergie, en faisant d'eux des « pro-sommateurs ». Ils seront alors en mesure de participer activement à une économie de l'énergie durable, et pourront agir et choisir dans le cadre d'un modèle économique qui leur permettra d'en retirer des profits.

En réorientant radicalement les investissements en direction des secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, nous n'allons pas seulement réduire sensiblement nos dépenses consacrées aux importations de combustibles fossiles, mais aussi devenir moins dépendants à l'égard des pays fournisseurs, et augmenter par voie de conséquence notre capital géopolitique. Nous mettrons notre économie sur une trajectoire viable en abandonnant les fonds liés aux combustibles fossiles et éviterons ainsi les coûts futurs liés à l'inaction et aux travaux d'assainissement en cas de catastrophe.



Dans le même temps, nous placerons une fois de plus l'Europe à l'avant-garde de la planète sur les plans technologique et économique, ce qui aura pour effet de créer des millions d'emplois verts, d'emplois décents et locaux pour les citoyens européens, moyennant un accompagnement mené à l'aide de mesures ciblées visant à réduire la précarité énergétique en Europe, à permettre l'accès de tous aux énergies durables et à aider à la protection du climat.

[www.verts-ale.eu](http://www.verts-ale.eu)

[www.stopclimatechange.net](http://www.stopclimatechange.net)